

Solidarité départementale
Service de l'Autonomie

ARRETE N° 16-1206
Fixant le prix de journée du Foyer
d'Accueil Médicalisé Sainte
Angèle.

La Présidente du Conseil Départemental de la Lozère

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
 - VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles R314-22 et suivants, R314-34 et suivants ;
 - VU le Code de la santé publique ;
 - VU la loi n°2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 - VU l'ordonnance n°2005-1477 du 1^{er} décembre 2005 portant diverses dispositions relatives à l'aide sociale aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
 - VU la délibération du Conseil départemental du 25 février 2016 approuvant le budget primitif départemental de l'exercice 2016 ;
 - VU les propositions budgétaires de l'établissement transmises par la personne ayant qualité de représenter l'établissement en date du 30 octobre 2015 ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur général des services du département ;

ARRETE

Article 1 Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement Foyer d'Accueil Médicalisé Sainte Angèle situé Route de St Denis, 48700 Serverette, sont acceptées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant en Euros	Total en Euros
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	119 103,26 €	Total des dépenses 1 107 658,00 €
Groupe II Dépenses afférentes au personnel	889 852,99 €	
Groupe III Dépenses afférentes à la structure	98 701,75 €	
Groupe I Produits de la tarification	791 449,00 €	Total des produits 1 107 658,00 €
Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	316 209,00 €	
Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 Le nombre de journées prévisionnelles pour l'hébergement permanent est fixé à **5300 journées**.

Article 3 Le prix de journée du Foyer d'Accueil Médicalisé Sainte Angèle pour l'hébergement permanent est fixé à **149,33 € à compter du 1^{er} juin 2016**.

Article 4 Les produits de l'allocation logement ou de l'aide personnalisée au logement perçus par les résidents sont intégralement reversés au groupe II "autres produits relatifs à l'exploitation", compte 758 sur le budget de l'établissement.

Article 5 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 6 Monsieur le Directeur général des services du département, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement concerné, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Mende, le **30 MAI 2016**

La Présidente du Conseil Départemental,



Sophie PANTEL